



*Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique
Africain*

*Coalition for the Protection of the African Gene
Heritage*

DECLARATION

A L'ISSUE DU 13^{ème} FORUM REGIONAL ANNUEL

Ouagadougou, le 4 octobre 2018

DECLARATION DE OUAGADOUGOU

Nous, Délégué-es des coalitions nationales membres de la COPAGEN¹, représentant différentes organisations locales, venu-es de neuf (9) pays de l’Afrique de l’Ouest², sommes réunis du 2 au 4 octobre 2018, à Ouagadougou (Burkina Faso), dans le cadre du 13^{ème} forum régional annuel, en vue de réfléchir sur le thème suivant : « *Accaparement des terres, nouvelles générations d’Organismes Génétiquement Modifiées (OGM) et biopiraterie: Quelles menaces sur l’agriculture familiale et l’agro écologie paysanne et quelles solutions durables ?* ».

Les différentes communications, les témoignages et les échanges nous ont permis d’établir les constats suivants :

- En dépit des dénonciations constantes sur l’accaparement des terres, à travers les mobilisations citoyennes et les mouvements de contestation dans le monde, ce fléau entretenu en grande partie par les investisseurs privés, avec la complicité de nos décideurs, gagne du terrain dans nos pays. Pourtant, il est certain que les conséquences de l’accaparement des terres, sont désastreuses pour les communautés africaines qui vivent de l’agriculture familiale.
- Malgré les contre-performances des OGM dans l’agriculture et l’alimentation, mises en évidence par l’échec retentissant du coton Bt au Burkina Faso, la situation reste préoccupante. En effet, non seulement, la liste des pays africains gagnés par la fièvre des OGM ne fait que s’allonger au fil des ans, on assiste progressivement à la transformation de l’agriculture vivrière en agriculture biotechnologique. Les manipulations génétiques actuelles portent sur des cultures et des produits agricoles aussi stratégiques que le niébé, le manioc, le sorgho, le mil, riz et le maïs, qui constituent la base de l’alimentation des populations africaines. Ces expérimentations transgéniques constituent de ce fait une atteinte grave à la souveraineté alimentaire des peuples africains et ne peuvent être considérées comme des solutions viables. Les défis auxquels l’agriculture est confrontée peuvent être relevés par des systèmes alimentaires durables qui reposent sur l’agroécologie et les semences paysannes, lesquelles ont par ailleurs montré leur capacité de résilience aux aléas climatiques depuis des millénaires.
- En plus, pendant que la question des OGM classiques pousse nos populations à s’engager dans un débat qui cristallise les tensions et accentue les clivages, les chercheurs acquis à la cause des firmes de l’agro-business, développent désormais

¹) Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain

²) Il s’agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

d'autres types d'OGM dits de nouvelles générations, issus du forçage génétique (*gene drive*) ou mutagénèse. Ce qui est aberrant, c'est que les promoteurs des nouvelles générations d'OGM s'ingénient à soutenir que ces technologies nouvelles devraient échapper aux contraintes liées à la réglementation sur la biosécurité, pour la simple raison qu'il ne s'agirait pas d'OGM. Nous sommes en face d'un argumentaire incohérent et infondé qui repose sur une superposition de considérations basées sur des mobiles mercantiles. En effet, il apparaît évident que les organismes obtenus par mutagénèse - ainsi que l'a reconnu la Cour de justice de l'Union Européenne, dans sa décision du 25 juillet 2018 - sont bel et bien des OGM.

- Le plus redoutable, c'est le projet « Target Malaria » qui prévoit le lâcher imminent de dix mille (10.000) moustiques génétiquement modifiés, dans l'environnement du Burkina Faso pour soi-disant lutter contre le paludisme. Le même projet concerne le Mali et l'Ouganda en Afrique. Il faut regretter le fait que plutôt que d'investir dans des solutions endogènes, simples, pratiques, efficaces et durables pour booter le paludisme hors de l'Afrique, la recherche dans nos pays, préfère s'orienter vers des solutions hasardeuses et à haut risque, à travers des projets pharaoniques financés à coups de milliards par des organismes et des institutions prétendument philanthropes. Le projet « Target Malaria » soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates est une véritable catastrophe pour la santé et l'environnement dans nos pays, du fait de l'imprévisibilité des mutations génétiques dans la nature.

A l'analyse des menaces qui pèsent sur le patrimoine génétique africain et sur les droits des communautés, la COPAGEN affirme qu'il existe un lien intrinsèque entre l'accaparement des terres et l'introduction des OGM dans l'alimentation et l'agriculture, et ce d'autant plus que les terres des communautés spoliées, sont destinées aux cultures transgéniques et plus largement, à l'agriculture productiviste. Ces menaces, constitutives de graves violations des droits de l'Homme que sont le droit à la vie, le droit à l'alimentation, le droit à la santé, le droit à un environnement sain, le droit à l'information, sont inacceptables.

Au regard de ce qui précède :

Nous, Déléguées des coalitions présentes au 13^{ème} Forum régional de la COPAGEN :

- Exigeons l'arrêt immédiat des dépossessions des terres des communautés par les investisseurs privés et la criminalisation des défenseurs des droits humains qui soutiennent la lutte contre les injustices de tout genre ;
- Dénonçons les initiatives qui visent à transformer l'agriculture familiale, socle de la souveraineté alimentaire en Afrique, en une agriculture productiviste essentiellement mue par la loi du marché ;
- Exigeons l'arrêt immédiat de tout projet portant sur le lâcher de moustiques génétiquement modifiés dans la nature ;

- Soulignons la nécessité pour les pouvoirs publics de privilégier la protection de la vie humaine en mettant la promotion de l'agroécologie paysanne et des semences paysannes, dans leurs priorités, dans les politiques de développement agricole ;
- Mettons en garde les auteurs et promoteurs de ces nouvelles technologies, contre toutes les conséquences qu'elles pourraient engendrer sur la santé, l'environnement et les droits des populations en général et des communautés en particulier, sur leurs ressources vitales ;
- Marquons notre indéfectible soutien à toutes les paysanneries du monde et singulièrement aux femmes rurales d'Afrique dont la contribution à la souveraineté alimentaire est indéniable ;
- Exigeons le respect par nos Etats du principe de précaution tel qu'énoncé dans le Protocole de Cartagena ;
- Nous engageons à suivre l'évolution du projet Target Malaria dans les deux pays (Mali et Burkina Faso), en solidarité avec les autres pays de la Région ouest-africaine ; à mettre en place un dispositif et un mécanisme de veille citoyenne et à entreprendre toute action légale ;
- Réaffirmons notre position qui est la suivante : *« Oui pour une recherche scientifique indépendante et responsable qui valorise les ressources biologiques locales et les connaissances traditionnelles et endogènes dans l'intérêt des exploitations agricoles familiales et des consommateurs africains ; non au brevetage du vivant et aux OGM dans l'agriculture et l'alimentation, face à tous les risques avérés et potentiels actuels qui y sont attachés ».*

Fait à Ouagadougou, le 4 octobre 2018.

Le Forum.